



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRANS/AC.6/1999/3  
23 décembre 1998

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Groupe de travail spécial sur l'élaboration  
d'un projet d'accord européen relatif  
au transport international des marchandises  
dangereuses par voies de navigation intérieures \*  
(Neuvième session, Genève, 2-5 mars 1999)

**ÉLABORATION D'UN PROJET D'ACCORD EUROPÉEN RELATIF AU TRANSPORT  
INTERNATIONAL DES MARCHANDISES DANGEREUSES PAR VOIES  
DE NAVIGATION INTÉRIEURES (ADN)**

**Procédures consécutives à la signature de l'Accord**

**Projet de protocole de signature à adopter  
par la Conférence diplomatique**

**Communication du Président \*\***

Comme il en a été débattu lors de la dernière session (12-14 octobre 1998), il sera nécessaire de convenir de certaines procédures pour la période qui suivra la signature de l'Accord, en particulier pour assurer la mise à jour des annexes 1 et 3 et permettre aux sociétés de classification de poursuivre ou de commencer leur travail immédiatement après l'entrée en vigueur de cet accord.

---

\*/ En application des décisions du Comité des transports intérieurs, l'organisation des travaux du Groupe de travail est assurée conjointement par le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe et la Commission centrale pour la navigation du Rhin (CCNR) (voir le document TRANS/R.421 pour le détail des dispositions prises).

\*\*/ Distribuée par la CCNR sous la cote MD/INT(99)/4.

Pour ce qui est des annexes 1 et 3, deux procédures sont proposées :

a) Prendre le texte dans sa version la plus récente (par exemple, tel qu'il aura été adopté par le WP.15 en janvier 1999);

b) Laisser vides les annexes 1 et 3.

Dans les deux cas, la teneur des annexes devrait être remplacée immédiatement après l'entrée en vigueur de l'accord par la version la plus récente qui sera élaborée par la Commission de sécurité après la signature de l'Accord, comme il est spécifié dans le projet de protocole de signature joint en annexe. Dans les deux cas, la procédure retenue devra être indiquée dans le texte des annexes 1 et 3, qui pourrait débiter par la clause suivante :

*L'annexe [1, 3] contiendra la version qui sera adoptée par le Comité de gestion [à l'entrée en vigueur/au plus tard un mois après l'entrée en vigueur] de l'Accord.*

**Protocole de signature**  
(projet)

Au moment de signer l'Accord européen ... (ADN), le soussigné, dûment habilité, déclare :

**1. Comité de gestion et Commission de sécurité**

Immédiatement après que le présent Accord aura été signé par au moins autant d'États [ou d'organisations] qu'il en est mentionné à l'article 11, le Comité de gestion, conformément à l'article 17, et la Commission de sécurité, conformément à l'article 17 bis, commenceront de fonctionner à titre provisoire et seront désignés ci-après sous les noms de Comité provisoire de gestion et Commission provisoire de sécurité. Tous les États signataires doivent faire partie de ces Comités, qu'ils aient ou non ratifié l'Accord en application de leur législation nationale.

Les Comités doivent prendre des décisions conformément aux dispositions du présent traité, à l'exception des dispositions du paragraphe 6 de l'article 19. Toutes les décisions doivent revêtir un caractère provisoire et être confirmées après l'entrée en vigueur de l'Accord.

**2. Comité provisoire de gestion : première réunion suivant la Conférence diplomatique**

Une première réunion du Comité provisoire de gestion se tiendra au plus tard six mois après son entrée en fonction conformément au point 1. Lors de cette réunion, le Comité provisoire de gestion définira son programme de travail et celui de la Commission provisoire de sécurité, et il pourra créer des groupes de travail conformément au paragraphe 8 de l'article 17.

**3. Commission provisoire de sécurité : programme de travail**

Le programme de travail de la Commission provisoire de sécurité contiendra au moins les éléments suivants :

- incorporation dans le texte de l'annexe 1 et de l'annexe 3 de l'ADN du concept ADNR 1-1-2001 et de ses dispositions transitoires tels qu'ils auront été adoptés par le Comité des marchandises dangereuses de la CCNR le [date] 2000, harmonisant ainsi la teneur des annexes 1 et 3 de l'ADN avec celle de l'ADNR;
- communication au Comité provisoire de gestion des textes ainsi unifiés de l'annexe 1 et de l'annexe 3, pour adoption;
- établissement d'un programme de travail comprenant un calendrier pour l'élaboration plus avant de l'annexe 1 en fonction de la nécessité d'améliorations techniques et autres, et, si nécessaire, préparation de nouvelles versions de l'annexe 1 tenant compte de ces améliorations, et transmission de ces nouvelles versions au Comité provisoire de gestion.

#### **4. Comité provisoire de gestion : programme de travail**

Le programme de travail du Comité provisoire de gestion contiendra au moins les éléments suivants :

- élaboration et adoption de règlements intérieurs pour le Comité (provisoire) de gestion et ses organes subsidiaires, y compris le calendrier des réunions;

adoption provisoire des textes unifiés des annexes 1 et 3 tels qu'ils auront été établis par la Commission provisoire de sécurité, sur la base du concept ADN 1-1-2001;

communication des textes ainsi adoptés de l'annexe 1 et de l'annexe 3 en vue de leur adoption officielle et de leur application effective par les autorités ou les organisations habilitées à légiférer dans les zones géographiques correspondantes où l'ADN doit être appliqué, ces autorités ou organisations étant les suivantes :

la CCNR

la Commission du Danube

le Comité des transports intérieurs de la CEE

les gouvernements de toutes les Parties contractantes, en particulier ceux qui ne sont membres d'aucune des commissions fluviales

- si nécessaire, adoption provisoire de toute version améliorée de l'annexe 1, transmise par la Commission provisoire de sécurité à une date ultérieure, et communication de cette version aux mêmes autorités ou organisations susmentionnées en vue de leur adoption officielle et de leur application effective;

appel lancé aux Parties contractantes pour qu'elles invitent les sociétés de classification qui opèrent sur leur territoire à s'adresser au Comité provisoire de gestion pour la procédure de recommandation;

établissement d'un projet de liste des sociétés de classification dont l'agrément est recommandé conformément aux procédures contenues dans le chapitre 4.2 de l'annexe 2.

#### **5. Comité de gestion : première réunion après l'entrée en vigueur**

La première réunion du Comité de gestion se tiendra au plus tard [1] mois après l'entrée en vigueur de l'Accord. Lors de cette réunion, le Comité de gestion adoptera officiellement :

- le texte des annexes 1 et 3 provisoirement adoptées dans leur version la plus récente, conformément aux procédures prévues à l'article 19;

la liste des sociétés de classification dont l'agrément est recommandé, telle qu'elle est établie dans un projet de version préalable à l'entrée en vigueur du présent Accord, conformément aux procédures prévues à l'alinéa c) du paragraphe 7 de l'article 17;

les autres dispositions qu'elle estimera nécessaires.

-----